

Résonances

Pôle ressources ville et développement social
Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
poleressources.95@wanadoo.fr

L'actu du Pôle ressources

< Publication >

RESTITUTION DE LA 2ÈME ÉDITION DES RENCONTRES FRANCILIENNES DE LA GUSP

La deuxième rencontre francilienne de la Gestion urbaine et sociale de proximité, coorganisée par les 4 centres de ressources Politique de la ville d'Île-de-France - CRPVE (77,91, 94), Profession Banlieue (93), Pôle ressource de Paris (75) et Pôle ressources Ville et développement social (78, 92, 95) -, ainsi que l'EPT Plaine Commune et la ville de Montigny-lès-Cormeilles, avait pour thème « Cadre de vie : comprendre, évaluer, agir ». Elle s'est tenue début décembre 2020 en visioconférence et a rassemblé 134 participant·e·s lors de la 1ère matinée (dont 91 acteur·rice·s francilien·ne·s) et 127 participant·e·s (dont 81 francilien·ne·s) lors de la seconde. La restitution de cette 2ème édition vise à en partager les enseignements. Elle regroupe les liens vers les supports et vidéos des interventions de l'AVPU sur le thème « Mesurer objectivement la propreté et agir ? » et de Xavier Brisbois, docteur en psychologie sociale expérimentale et l'ARESS sur « Comprendre les comportements pour engager des actions ». Enfin les contributions des professionnel·le·s aux ateliers participatifs y sont restituées.

www.reseau-crpv.fr/publication/cadres-de-vie-et-comportements-comprendre-evaluer-agir/https://poleressources95.org/actions/

< Publication >

LA TRANSITION, UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LES QUARTIERS POPULAIRES

La note rapide « La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires », coécrite par l'Institut Paris Région avec le Pôle ressources, vise à donner un aperçu des inégalités sociales d'exposition aux pollutions environnementales, mais aussi des ressources et initiatives locales de transition socio-écologique présentes dans nombreux quartiers de la Politique de la ville. En croisant l'expertise des auteurs, cette publication propose d'envisager de façon plus large et plus positive la composante environnementale de la Politique de la ville, à l'approche de la période de renouvellement des contrats de ville.

<https://poleressources95.org/la-transition-un-levier-de-developpement-pour-les-quartiers-populaires/>



< Sondage >

ÉTAT DES LIEUX DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Le Pôle ressources diffuse un questionnaire à destination des professionnel·le·s de la Politique de la ville, en vue d'effectuer un bilan de la participation citoyenne dans les quartiers prioritaires de l'ouest francilien, et valoriser des initiatives repérées.

<https://forms.gle/aJQLE8gpEYK6YtMv8>

< Séminaire des élu.e.s, 11 mai, 17h-19h, visioconférence >

LA SANTÉ MENTALE : UN ENJEU INDIVIDUEL ET COLLECTIF DANS LES TERRITOIRES POPULAIRES

Le Pôle ressources a initié un cycle de séminaires à destination des élu.e.s et directions des collectivités de l'ouest francilien, visant à en renforcer le réseau, en proposant un espace d'échange et de réflexion sur diverses thématiques en lien avec la Politique de la ville, à partir de partage d'expériences et de mise en débat de propos issus de la recherche et d'expert.e.s. *In fine*, ce cycle, déployé tout au long de l'année 2021, doit permettre aux élu.e.s de mieux s'approprier les enjeux relatifs aux quartiers populaires, pour donner du sens et nourrir l'action publique locale. Ce second séminaire, dédié à la santé mentale, sera l'occasion d'aborder, notamment à travers les interventions du Psycom et du CCOMS, les différentes visions de la santé mentale et les enjeux d'inégalités sociales de santé dont souffrent les habitant.e.s des quartiers populaires.

<https://poleressources95.org/actions/la-sante-mentale-un-enjeu-individuel-et-collectif-dans-les-territoires-populaires/>

< Journée thématique, 18 et 20 mai, 10h-12h30, visioconférence >

COMMENT S'ASSURER DE L'ACCÈS POUR TOUS À L'ALIMENTATION DURABLE ?

Le Pôle ressources organise, dans le cadre du cycle « Transition écologique et quartiers populaires », une troisième journée consacrée à l'alimentation durable. Cette rencontre porte l'ambition d'articuler priorités socioéconomiques, urgences climatiques et enjeux de l'alimentation durable dans les quartiers prioritaires. La première matinée sera l'occasion de croiser regards scientifiques, expériences institutionnelles ou encore paroles associatives, autour de cette thématique. La deuxième matinée sera consacrée à un atelier prospectif, coanimé avec le cabinet Chronos (spécialiste de l'innovation territoriale, sociale et urbaine).

<https://poleressources95.org/actions/comment-sassurer-de-lacces-pour-tous-a-lalimentation-durable/>

National / Régional

Développement économique

LANCEMENT DU PROGRAMME « QUARTIERS PRODUCTIFS »

Lancé en mars dernier, le programme de développement économique « Quartiers productifs », destiné aux quartiers en Politique de la ville, a retenu 14 territoires pour l'expérimentation. Mis en oeuvre conjointement par l'ANCT, l'ANRU, la Banque des Territoires ainsi que Bpifrance, et porté par le ministère de la ville, il vise, à travers 4 priorités - soutien à l'entrepreneuriat, développement du commerce et de l'artisanat, implantation d'activités productives (semi-industrielles, logistiques, entreposages), et transition numérique -, à accompagner les collectivités dans la définition de stratégies de développement économique, et à rendre plus accessibles les dispositifs existants. 3 territoires franciliens (Est Ensemble, Grand Paris Sud & Orly-Choisy), sont sélectionnés.

www.cohesion-territoires.gouv.fr/developpement-economique-dans-les-quartiers-14-quartiers-productifs-labellises

En bref

- L'État du mal-logement en France 2021, 26ème rapport, Fondation Abbé Pierre

www.fondation-abbepierre.fr/actualites/26e-rapport-sur-letat-du-mal-logement-en-france-2021

Crise sanitaire

UNE SÉRIE DE WÉBINAIRES SUR L'IMPACT SOCIAL ET SANITAIRE DE LA COVID-19

L'association Migrations Santé, organise un séminaire en 4 volets, dédié à l'impact social et sanitaire de la covid-19. Celui-ci vise à présenter les multiples niveaux d'impact de la pandémie et à échanger autour des conséquences de celles-ci : creusement d'inégalités déjà présentes, impact sur les plus vulnérables...

https://zoom.us/join/zoom/register/tJwof-yvpjkiGdPLJ_JzI08JqW2XtaNfXLI?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Sminaire_2021__IMPACT_SOCIAL_ET_SANTAIRE_DE_LA_COVID19&utm_medium=email

Économie Sociale et Solidaire

UN APPEL À REPERAGE DE FORMATIONS CROISÉES ESS / POLITIQUE DE LA VILLE

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire - RTES - réalise un repérage d'expériences de formations croisées sur la Politique de la ville et l'Économie sociale et solidaire. L'objectif est de coconstruire en 2021 un bouquet de ressources et un parcours de formation dédié, avec des opérateurs.e.s potentiels.e.s.

www.rtes.fr/appele-a-reperage-de-formations-croisees-ess-politique-de-la-ville

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Persan

OUVERTURE D'UNE ANTENNE DE PROXIMITÉ PAR ET POUR LES HABITANT.E.S

La ville de Persan, en partenariat avec le bailleur social Val d'Oise Habitat, ouvre fin mai une antenne de proximité au cœur du quartier prioritaire le Village, en pied d'immeuble. Financé par la TFPB, ce local de 20m² rafraîchi et repeint dans le cadre d'un chantier jeune, verra son activité pilotée par la Politique de la Ville, via son service Gestion Urbaine de Proximité. Ouverte à tous les Persannais.e., elle proposera des permanences qui répondront à des besoins exprimés par ceux-ci lors d'une enquête préalable, tels que des ateliers d'écritains publics numériques, des permanences d'accueil du Conseil Citoyen pour monter des projets d'amélioration du cadre de vie, ainsi que des permanences de l'amicale des locataires. L'objectif de cette antenne est d'offrir aux habitant.e.s du quartier prioritaire un nouvel espace de rencontres et d'échanges pour renforcer, dans un contexte de crise, l'accès aux droits communs et faire émerger de nouvelles initiatives citoyennes et solidaires.

Contact : Lisa Mouawad, gup@ville-persan.fr

Mouvements

- **Lydia Hugues**, déléguée du Préfet, Chanteloup-les-Vignes, Vernouillet, Carrières-sous-Poissy
- **Maria Gueusa**, déléguée du Préfet, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Limay
- **Carl Garcia**, délégué du Préfet, Nanterre
- **Samia Laroui**, directrice générale adjointe, Goussainville
- **Bastien Mari**, chargé de développement de l'emploi et des territoires, DIRECCTE Île-de-France, Unité départementale du Val-d'Oise.

Mantes-la-Jolie

UN KIOSQUE POUR L'EMPLOI AU COEUR DU QUARTIER PRIORITAIRE DU VAL FOURRÉ

Le quartier du Val fourré à Mantes-la-Jolie dispose, depuis septembre dernier, d'un kiosque pour l'emploi. Ce dispositif, porté par le groupement d'employeurs Clef Job, se matérialise par des containers situés au sein de quartiers. Ces structures, « hors-les-murs » visent à faciliter, via les profils.euse.s du kiosque, la mise en relation entre habitant.e.s et entreprises de proximité, avec l'idée de répondre aux besoins locaux, notamment dans les filières qui se développent. Les personnes en recherche d'emploi sont accompagnées, peuvent bénéficier de formations ou ateliers (coaching, mise en situation...) visant à les doter de ressources complémentaires avant un entretien de recrutement. Le container devrait demeurer au Val-Fourré jusqu'à fin 2021, pour ensuite être déplacé dans des communes environnantes comme à Limay.

En savoir plus : www.clefjob.fr

Fiche expérience

Villiers-le-Bel

LA CELLULE DE VEILLE ÉDUCATIVE, UN APPUI POUR REPÉRER LES JEUNES EN RUPTURE ET MIEUX ORIENTER LES FAMILLES

Lors du premier confinement, plusieurs partenaires investis dans le champ de l'éducation à Villiers-le-Bel, se sont réunis à l'invitation du PRE, en vue d'assurer une veille éducative. L'objectif initial de l'instance consistait à cibler et accompagner des jeunes rencontrant des difficultés dans les apprentissages à distance.

La mise en place de la cellule de veille éducative à Villiers-le-Bel est intervenue lors du premier confinement, de mars à mai 2020. Cette initiative trouve son origine dans la difficulté rencontrée par de nombreux professionnel.le.s à assurer l'accompagnement physique des enfants et des jeunes dans leur parcours socioéducatif, alors que ceux-ci et leurs familles rencontraient des difficultés pour poursuivre leur scolarité, du fait de la fermeture des établissements et de conditions défavorables (isolement, promiscuité au sein des logements, usages numériques). Alors que la dynamique territoriale a été renforcée par la démarche de labélisation « cité éducative » - démarche productrice de liens interinstitutionnels et interpersonnels -, le Programme de réussite éducative (PRE), a été mobilisé par la collectivité et la préfecture afin d'assurer, dans ce contexte inédit, la continuité éducative. L'objectif, à ce stade, consistait à veiller à ce que tous les jeunes du territoire, ainsi que leurs familles, aient accès aux plateformes mises en ligne par l'Éducation Nationale pour permettre l'enseignement à distance, et prévenir ainsi tout risque de décrochage scolaire. Le modèle des équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) coordonnées par le PRE rassemblent chaque semaine de nombreux partenaires institutionnels (éducateur.rice.s spécialisé.e.s de l'association IMAJ, assistant.e.s sociaux et psychologues scolaires, référent.e.s de parcours et psychologues du PRE, Service social départemental...), afin d'évoquer les situations des enfants et des jeunes suivis au PRE. Ces rencontres ont servi de point d'appui pour rassembler les partenaires impliqués dans cette démarche.

S'appuyer sur les dispositifs de la Politique de la ville

Les EPS donnaient jusqu'alors lieu à des

études de situation et à des préconisations en termes d'orientation. Le rôle assigné à la veille éducative se veut plus large. Ainsi, de nouveaux acteur.rice.s, dont l'Inspectrice Académique, les directions de collèges, la Conseillère Pédagogique de Circonscription, les directions des centres sociaux ou encore la Mission Jeunesse ont intégré les groupes de travail hebdomadaires, de mars à mai. Enfin, le cadre d'intervention s'est étendu au-delà de 18 ans (limite d'âge du PRE).

Un maillage d'acteur.rice.s pour affiner le regard sur les problématiques du territoire
Outre le signalement de quelques situations nécessitant un appui pédagogique soutenu, des besoins exprimés par certaines familles ont pu, grâce à cette instance, être portés à la connaissance des membres. Le confinement a mis en exergue certaines difficultés rencontrées par des familles qui n'étaient pour certaines ni identifiées, ni accompagnées par les services de proximité. Au-delà d'un repérage plus efficace, cet espace a aussi permis une gestion collective de l'urgence et de l'incertitude, tout en étant en capacité de mesurer de manière plus fine les besoins des habitant.e.s, afin d'adapter et organiser les orientations et les prises en charge idoines. Il ressort des situations abordées, des difficultés d'ordre principalement social et financier (alimentation, respect du confinement, suspicion de violences intrafamiliales). La concertation entre acteur.rice.s a rendu possible l'orientation des jeunes vers l'interlocuteur.rice adapté.e (épicerie sociale, service social départemental, CCAS...) en fonction de la problématique identifiée. La veille éducative a également permis à certain.e.s professionnel.le.s de disposer d'une vue d'ensemble, en faisant émerger des tendances ou des problématiques à l'échelle du territoire. Des acteur.rice.s en charge de coordonner certaines politiques

publiques (Prévention de la délinquance, Jeunesse) ont pu bénéficier d'un éclairage en vue d'orienter les actions à venir à partir des besoins repérés. D'autres partenaires comme l'association IMAJ, ont pu bénéficier d'informations complémentaires utiles en disposant d'éléments sur l'environnement familial, les fratries, les difficultés à faire le lien avec les parents...

Un dispositif qui a vocation à devenir pérenne

Au regard de la dynamique générée, l'expérience a été prolongée au retour des vacances estivales, avec une organisation entérinée par la collectivité et la Préfecture. De nouveaux partenaires (le coordinateur du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, le Centre communal d'action sociale, la Maison des Adolescents de Gonesse, le coordinateur du Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse, la psychologue du Point Accueil Ecoute Jeunes) se sont joints aux partenaires déjà présents. Le format de l'instance a également évolué avec des rencontres plus espacées, toutes les 6 semaines, et un ordre du jour adapté. Ainsi, pour chacune, un premier temps (auquel participent également le coordinateur de la Cité Éducative, la chargée de mission Politique de la Ville, la Directrice de l'Éducation et des élus qui le souhaiteraient) est ainsi dédié au partage d'éléments de diagnostic et à un état des lieux de l'actualité portant sur le volet éducatif. Un second temps, sans les acteur.rice.s cité.e.s précédemment, pour une plus grande confidentialité et un libre échange des informations, est consacré aux situations individuelles (inconnues du PRE).

L'extension a enrichi la dynamique partenariale et les échanges confèrent à chacun.e une meilleure connaissance des ressources existantes sur le territoire.

Contact : Manon Mouhous, mmouhous@ville-villiers-le-bel.fr



< SITE INTERNET >

UN SITE RESSOURCE SUR LES QUESTIONS URBAINES

Créé en 2015 avec le soutien de l'Initiative d'Excellence de l'université de Bordeaux et animé par une équipe scientifique de Sciences Po Bordeaux, le forum urbain vise à favoriser la compréhension de problématiques urbaines contemporaines. En facilitant l'accès aux ressources universitaires, expertises et savoir-faire relatifs à celles-ci, il ambitionne d'éclairer les pratiques des professionnel.e.s de ce champ, de diffuser des savoirs sur la ville et ainsi d'enrichir le débat public. Il organise et contribue par exemple à des événements visant à mettre en perspective savoirs sur la ville et pratiques professionnelles et quotidiennes, comme des rencontres pour débattre autour d'un sujet d'actualité, tel : comment devient-on militant.e dans les quartiers populaires ; en finir avec les idées reçues sur l'urbanisme ; quels liens entre modèle de développement urbain dominant et épidémie actuelle. Le site propose également des portraits des chercheur.e.s du forum, des laboratoires et autres partenaires, ou encore la possibilité de s'inscrire à une newsletter.

<https://forumurbain.u-bordeaux.fr/>



< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « *La pandémie a montré que toutes les vies n'ont pas la même valeur* », Philippe Nessmann, le journal du CNRS, 12 mars
<https://lejournald.cnrs.fr/articles/la-pandemie-a-montre-que-toutes-les-vies-nont-pas-la-meme-valeur>

- « *Lutte contre les bandes : miser sur la proximité* », Paul Quinio, Libération, 12 mars
https://www.liberation.fr/societe/police-justice/lutte-contre-les-bandes-miser-sur-la-proximite-20210312_FX3FF5ZR3FG4NETDN50LU5AG4U/

- **Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville** : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< A LIRE / A VOIR >



LE RÔLE DE LA VILLE DANS LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, MSHA éditions, 2020, 150 p.

Quel est le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations ? [...] Les villes, pour de nombreuses raisons politiques, civiques ou humaines, ont un rôle central

à jouer dans cette promotion de l'égalité. A travers plusieurs contributions, ce livre se propose d'éclairer quatre grandes thématiques. Premièrement, celle des quartiers (dits) prioritaires et des inégalités subies par leurs habitant.e.s : quelle prise en compte de ces quartiers ? Puis, dans un contexte post-confinement, quel accès à la santé pour ces territoires ? Deuxièmement, celle de la prise en compte du racisme à l'échelle municipale à partir de deux « cas » municipaux. Troisièmement, celle des stigmatisations dans la ville : de quelles manières les municipalités peuvent-elles s'engager dans une ville vivable pour les minorités de genre et de sexualité, ou bien encore pour les personnes en situation de handicap psychique ? Quatrièmement, celle de la précarité et du logement : comment faire glisser la question du sans-abrisme du côté de la discrimination ? [...]

<https://www.msha.fr/msha/publication.php?menu=detail&id=P458>
Extrait 4ème de couv



CONTRE LA GENTRIFICATION. CONVOITISES ET RÉISTANCES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Mathieu Van Criekingen, éd. la Dispute, janvier 2021, 176 p.

Les quartiers populaires proches des centres-villes sont aujourd'hui des espaces très convoités par des promoteurs ou des entrepreneurs comme par des aménageurs, qui planifient leur attractivité pour des catégories choisies de populations. Pour leurs habitants déjà là ou leurs usagers ordinaires, par contre, la pression sur les conditions de vie en ville se fait toujours plus forte. Pourtant, la transformation de ces quartiers en espaces plus distingués, plus exclusifs et plus lucratifs n'est pas toute tracée. A rebours des représentations léniifiantes d'un « renouveau urbain » unanimement vertueux, ce livre vise à remettre à l'avant-plan les rapports de domination qui sont à la racine des logiques de gentrification des quartiers populaires et les violences structurelles que celles-ci impliquent. Mais il s'attache aussi à révéler ce qui, en situation concrète, va à l'encontre de ces logiques, les déjoue ou leur résiste, remettant ainsi en question l'idée selon laquelle la gentrification serait un courant inéluctable auquel il serait vain de chercher à s'opposer. [...]

<http://ladispute.fr/catalogue/contre-la-gentrification/>
Extrait 4ème de couv